REPUBLIQUE FRANÇAISE DEPARTEMENT DE L'ALLIER

3ème CIRCONSCRIPTION

ELECTIONS LEGISLATIVES DE MARS 1978

ELECTRICES, ELECTEURS,

Le changement, c'est possible.

Jamais, sans doute, le choix n'a été aussi simple, jamais vous n'avez eu autant de chance de changer vraiment, si vous le voulez, les conditions sociales et économiques de ce pays, de votre famille.

Depuis 20 ans, une seule règle préside aux destinées du pays : la recherche du plus grand profit.

Certes, une certaine partie de la France s'enrichit grâce à votre travail, en dépit de nombreuses erreurs de gestion, et de l'ampleur exceptionnelle de l'échec de la politique actuelle.

Mais qui fait partie de cette France privilégiée ?

Pour vous, ouvriers et employés, qui pour atteindre 1 700 F. devez travailler plus de quarante heures quand d'autres gagnent quarante fois plus.

Pas vous, paysans, que la course à la compétitivité condamne à un accroissement de votre endettement sans garantie quant à votre avenir ou celui de vos enfants.

Pas vous, commerçants et artisans, à qui une fiscalité injuste, un régime de protection social insuffisant ôte toute chance de survie face à la concurrence du grand capital.

Tous, travailleurs que vous êtes, savez que « l'expansion », dans le système politique et économique actuel, enrichit seulement quelques privilégiés et prolétarise tous les autres peu à peu.

Qu'est-ce qui pourrait inciter les Français qui voient l'asphyxie gagner tous les secteurs économiques, les inégalités et les injustices sociales se développer de plus en plus, la violence et l'insécurité s'étendre chaque jour, à voter pour les candidats de la majorité sortante ?

Le discours de Blois ? Les engagements pris ?

Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas fait ce qu'il lui paraît maintenant naturel de promettre ?

Pourquoi le gouvernement ferait-il demain ce qu'il n'a pas été capable de faire hier ?

Pourquoi les Français le croiraient-ils ?

Pourquoi le discours de Blois serait-il plus suivi d'effets que celui de Provins prononcé dans les mêmes conditions en 1973 ?

Sciences Po / fonds CEVIPOF

Le libéralisme prôné par Giscard, Chirac, Barre et autres Radicaux Socialistes de la majorité actuelle n'est ni la sécurité, ni la liberté :

c'est la loi du plus fort,

c'est la loi du plus riche.

Où est la liberté ? Quand la gratuité de l'école est un leurre,
Quand la santé coûte si cher aux malades,
Quand les revenus sont si maigres,
Quand la justice n'est pas juste.

Où est la sécurité des vieux
des veuves sans retraite décente
des handicapés sans secours
des jeunes sans emploi
des chômeurs ?

Le maintien de la seule règle du profit ne permettra jamais à notre région de « s'en sortir », de recevoir les emplois qui lui manquent, d'arrêter le dépeuplement de la campagne.

Comprenez enfin que la situation de chacun dépend des choix politiques.

Choisissez le Socialisme. Choisissez le Programme Commun de gouvernement de la gauche.

Car la vraie sécurité c'est le socialisme.

Le Programme Commun, tout en garantissant le maintien des petites et moyennes entreprises et exploitations agricoles met l'expansion au service de tous les travailleurs et de toutes les régions.

Car la vraie liberté, c'est le socialisme.

La régionalisation, la revitalisation des communes, la démocratie dans l'entreprise, l'information et la formation de tous garantiront les moyens de votre responsabilité.

Ne vous laissez pas abuser une fois de plus par les épouvantails que la majorité actuelle agite sous vos yeux chaque fois qu'elle est menacée. Le piège c'est la droite et son faux libéralisme !

Puisque le 12 mars, l'occasion vous est donnée de changer votre vie profitez-en !

POUR VIVRE MIEUX

POUR VIVRE AUTREMENT

POUR VIVRE ENSEMBLE

FAITES CONFIANCE AU CANDIDAT DU PARTI SOCIALISTE SOUTENU PAR LE MOUVEMENT DES RADICAUX DE GAUCHE.

Tous ceux qui veulent que la gauche gagne, doivent savoir qu'avec les socialistes, la victoire est possible



Roger LIMOGES

Maire de Givarlais
Agriculteur exploitant
Membre de la commission nationale agricole du Parti Socialiste

et son suppléant **Raymond BARTHELEMY**

Conseiller municipal de Gannat





Vu, les candidats

Sciences Po / fonds CEVIPOF